

## Angela Merkel craint que 2009 soit "une année de mauvaises nouvelles"

BERLIN (AFP) - La chancelière allemande Angela Merkel craint que 2009 soit "une année de mauvaises nouvelles" sur le plan économique "au moins dans les premiers mois", dans un journal à paraître dimanche.



La chancelière allemande Angela Merkel à Francfort, le 20 novembre 2008 (© AFP - Torsten Silz)

"Nous devons nous attendre à ce que l'année prochaine soit une année de mauvaises nouvelles, au moins dans les premiers mois", a déclaré la dirigeante conservatrice dans le Welt am Sonntag, appelant parallèlement les entreprises allemandes à "ne pas licencier" malgré la récession.

Selon elle, il est actuellement encore plus difficile qu'avant de prévoir l'évolution de la situation économique internationale ou même allemande.

"Nous avons stabilisé les marchés financiers grâce à une série de mesures pour les banques mais la confiance doit encore être retrouvée et le marché interbancaire doit redevenir fonctionnel" en Allemagne, a souligné la chrétienne-démocrate.

Son gouvernement de coalition droite-gauche a annoncé le 4 novembre diverses mesures à mettre en place pour soutenir une conjoncture allemande en berne.

Ce plan, que beaucoup soupçonnent d'être inapproprié pour relancer l'économie et qui doit encore être soumis au parlement, doit faire en sorte que la situation "se redresse en 2010", a souligné Mme Merkel.

Il doit aussi préserver les emplois, a-t-elle insisté samedi dans un message vidéo hebdomadaire diffusé chaque samedi sur internet, tout en

reconnaissant que "ce ne sera pas facile car cette crise financière internationale a des répercussions sur l'économie et aussi sur les emplois en Allemagne".

Mme Merkel a appelé les entreprises allemandes à "ne pas licencier le personnel" malgré la récession et si possible à "le qualifier" pour se préparer à la reprise de la croissance.

Selon le ministère de l'Economie, le programme conjoncturel doit garantir près d'un million d'emplois en Allemagne sur les deux prochaines années et mobiliser jusqu'à 50 milliards d'euros en faveur des investissements.

A dix mois des prochaines élections législatives, le gouvernement allemand veut éviter un retournement du marché du travail, en renforçant par exemple les programmes de formation et de qualification.

A la tête d'une coalition entre conservateurs et sociaux-démocrates, la chancelière s'est prononcée en faveur d'une future coalition avec le parti libéral (FDP, actuellement dans l'opposition) à l'issue du scrutin de septembre 2009.

"Dans une coalition avec le FDP, ce serait par exemple plus facile de baisser les impôts", a-t-elle fait valoir dans le Welt am Sonntag, disant "prendre fait et cause" pour cette configuration politique.

Les sociaux-démocrates sont crédités de 25% des intentions de vote dans le dernier sondage Politbarometer publié vendredi, contre 39% pour les conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate et de l'Union chrétienne-sociale (CDU/CSU). Le FDP obtiendrait 11%.